

Le voyage aux Etats-Unis en 1960

Jean BELIARD

« Le voyage aux Etats-Unis en 1960 », *Espoir* n°109, 1996

De Gaulle, l'homme, sa carrière, son destin, les services exceptionnels rendus à la France, ont attiré les plumes des plus grands auteurs, des plus illustres. Aussi, peut-on s'interroger sur l'audace, voire l'inconscience, d'un diplomate à la retraite, dont les seules excuses seraient d'avoir compté parmi les Français libres, et plus tard parmi les interprètes occasionnels du Général.

De ce voyage au sommet, aux États-Unis en 1960, j'ai souhaité évoquer des souvenirs, peut-être moins connus, des images, cocasses parfois, stupéfiantes souvent, dont je fus maintes fois, avec l'amiral François Flohic, le seul ou l'un des rares témoins.

Si je n'ai pas respecté le déroulement chronologique des événements, c'est que je ne prétends nullement faire oeuvre de chroniqueur autorisé ou, a fortiori, d'historien patenté. J'ai voulu relater des faits, des impressions, choisissant parmi cent autres celles qui illustreraient le moins mal des facettes surprenantes de la personnalité extraordinaire du général de Gaulle.

Écrasant un fauteuil soi-disant Louis XIII, à l'étroit entre le bras généreux de Madame Rockwell qui débordait vers sa droite et le dos énorme de M. Alvin Rockwell, président du World Affairs Council de la Californie du Nord, sur sa gauche, le général de Gaulle devait légèrement incliner sa tête vers l'arrière pour que l'interprète pût entendre ses paroles. Effort pour le Général, car tout en témoignant d'une urbanité parfaite à sa voisine – comme à toutes ses voisines lors des repas au cours desquels j'avais été son traducteur – le Général entendait affirmer la priorité du politique sur n'importe quel autre domaine. Aussi me confiait-il de temps à autre une remarque polie, légère, destinée à Madame Rockwell, et pendant que je la traduais à la hâte, en exerçant sur mon tabouret, chaise curule dotée de roulettes – pragmatisme californien, on avait emprunté ce meuble aux décors de Ben Hur et l'intendant l'avait adapté aux obligations du traducteur en « cure dent » – pendant que je glissais quelques syllabes à ma droite, je devais tendre l'oreille pour traduire à M. Rockwell entre autres phrases :

« Et Khrouchtchev ? Que pensez-vous de Khrouchtchev ? » Le Général prononçait « chef » fidèle à l'écriture française. Je ne l'ai jamais entendu dire « chov », ni respecter l'accentuation étrangère de tout mot, nom propre ou autre.

« Khrouchtchev, sa visite date d'il y a huit mois. Mais vous êtes ici ce soir, Monsieur le Président, et vous êtes notre ami, pas lui. »

« Mais qu'a-t-il dit ? »

« Il s'est beaucoup intéressé à notre principal problème. »

« La puissance du Japon ? Les relations avec la Chine ? »

« No, Mister President. »

À chaque “Mister President” que je ne traduais plus – j'avais noté, à Washington, dès la première mention de ce titre, qu'il agaçait le Général – le président donnait un signe de nervosité, sa large main gauche pianotait sur la table, un verre carmin en cristal de Bohème vibrait, une petite cuillère de vermeil changeait d'orientation.

– « Non, Monsieur le Président, notre principal problème, c'est l'eau. La Californie ne peut exister sans eau, sans eau potable, il lui en faut doubler la production tous les huit ans. »

– « Je sais, dit le Général, votre Maire me l'a dit. »

Le « votre Maire », le « je sais » manquaient de chaleur.

Le ton, les mots traduisaient la déception que causait au Général le « problème de l'eau ».

– « Donc, dit M. Rockwell, la Californie doit acquérir de l'eau, et c'est la guerre avec les États voisins ». Stupéfaction du Général... Se retournant un peu vers moi... « Qu'il s'explique ».

J'intervins : « War with whom ? La guerre avec qui ? »

« Les États voisins, le Colorado, le Nouveau-Mexique, l'État de Washington surtout. Ils veulent nous vendre leur eau trop cher. »

Le Général : « Et qu'a dit Khrouchtchev ? »

– « Que l'URSS avait beaucoup d'eau, mais qu'un jour dans le sud du pays des problèmes similaires se poseraient, si bien que ses experts envisageaient de détourner le cours des fleuves qui se perdaient dans l'Arctique. »

– « Qu'a-t-il dit d'autre ? »

« Qu'aucun autre pays ne pouvait réaliser des travaux aussi gigantesques. »

– « Et la Chine ? » dit le Général sur un ton ironique.

– « On ne lui a pas posé cette question. D'ailleurs, il n'en a pas laissé le temps. Il voulait surtout convaincre ses auditeurs qu'en URSS tout, sauf l'agriculture, allait bien. Il esquivaient les problèmes politiques pour insister sur la nécessité de moderniser la production agricole, et pour y parvenir il n'aurait pas refusé le concours d'experts américains en semences et en engrais. »

Le Général était déçu.

« La Chine est là pourtant. Cela devrait lui créer des soucis à Khrouchtchev. Elle est imprévisible, elle. Nous ne le sommes pas assez pour lui, hélas. »

J'eus juste le temps de traduire. On apportait le dessert : des coupes argentées de pêches melba jaillissaient des flammèches bleuâtres. L'heure des toasts – inscrits au programme sous le vocable « allocutions ». Mais M. Rockwell venait de recevoir de son secrétaire une liasse de papiers. De Gaulle la voit. Agacé, il me dit :

« Allocution n'est pas discours. Ne me traduisez que l'essentiel, et faites vous servir quelque chose. »

M. Rockwell se lève lentement. Le Général se tourne vers moi, il connaît le programme par cœur. Il répète deux fois :

« Il n'y a pas de discours ici », sa voix gouailleuse, « rien qu'une allocution. Que fait-il ? »
Debout, Rockwell se penche vers de Gaulle. « Ce qu'il est grand. »

Ce qui souvent semblait étonner de Gaulle – déjà à Washington la taille (2,02 mètres) du Secrétaire d'État l'avait peut-être impressionné. Cependant, le Général le connaissait. Il l'avait déjà reçu à Rambouillet et Christian Herter très voûté, le visage marqué par la maladie, paraissait plus petit que de Gaulle, mais non point Rockwell.

– « Dites lui que je répondrai au stade. Dépêchons-nous, peu de traduction. Je comprends ce qu'il va dire, et prenez au moins le dessert. »

Très brève fut ma traduction, non pas en raison du dessert qu'il m'eût été impossible même de goûter, mais parce que l'interprète amateur que j'étais, devait ne point abandonner une seconde le carnet où je griffonnais tant bien que mal et souvent fort mal, ce que j'entendais, paroles précieuses, mais assourdies par le tumulte des banquets, estompées par les allées et venues des collaborateurs, aides de camp, qui venaient susurrer aux oreilles des hôtes du Général quelques messages « très urgents ».

Interprète du Général...

Tout avait commencé à Washington, en février 1960, trois mois avant l'arrivée de De Gaulle aux États-Unis.

L'ambassadeur m'avait fait venir de Chicago où depuis deux ans j'étais Consul Général. Pouvais-je servir, pendant son périple américain, d'interprète au Général ? Diplomate très doué à tous égards, charmant, lucide, fort d'un succès mérité auprès du Tout-Etat américain, Hervé Alphand ne me posait pas une question. Naturellement, je fis semblant d'hésiter une seconde. Après un oui très net, je formulais une vérité d'évidence. Sans doute étais-je bilingue, mais non interprète. Je ne faisais pas partie de ces magiciens capables d'écouter un discours de trente minutes, et forts de quelques graffitis cabalistiques jetés sur un carnet, de restituer dans une autre langue chaque syllabe, chaque virgule. Le Général devrait prononcer deux ou trois phrases, au maximum, me laisser le temps de traduire. Quant à interpréter ses conversations, assis derrière lui lors des repas officiels, je ne l'avais jamais fait, mais à la réflexion, pas de problèmes.

« Il n'y a donc pas de problèmes, conclut Hervé Alphand, radieux. Je vais envoyer votre curriculum au Général. Vous étiez un Français libre – cela nous aidera. Il se lève. Venez donc ce soir dîner à l'ambassade. Vous me donnerez votre avis sur le projet de programme. » En clair : vous prendrez connaissance dudit programme. « À ce propos, termina Alphand en souriant, le Général ne veut plus se rendre à Chicago comme il le fit en 1944. Donc aucun souci d'organisation pour vous. »

Pas de problème, aucun souci. La prose du Général, je savais par cœur des pages entières, du Fil de l'épée aux discours de Londres que je récitais parfois, seule lumière dans l'horreur d'un cloaque puant dénommé cachot. Pas de problème... un style inimitable, intraduisible par moi, bien entendu. Mais quel honneur : la plus profonde admiration, une égale reconnaissance, celle d'un engagé volontaire d'août 1940 pour l'homme qui incarnait alors tout ce qui comptait, pour lequel chacun d'entre nous était prêt au sacrifice.

Tels n'étaient plus les sentiments qui sous-tendaient ma volonté lors de la réception réservée au Général dans le stade gigantesque de San Francisco. Crainte de ne pas entendre, terreur de ne pouvoir m'emparer du micro fiché dans une batterie d'appareils dont certains n'étaient pas reliés aux haut-parleurs.

Le stade : encombrements, une police si nombreuse qu'elle gênait la progression des voitures officielles, applaudissements frénétiques, cris enthousiastes d'une foule invisible dans l'obscurité de gradins très mal éclairés. Mais soudain, des centaines de lampes à arc jaillirent des gerbes aveuglantes. Le Général éprouva quelques difficultés... Certes il ne lisait point un texte, mais ce déluge électrique si brutal l'avait incommodé. À maintes reprises, j'avais constaté combien sa vue était précaire.

Il saisit le micro : magie. Des phrases simples, sur mesure pour la côte ouest des États-Unis. Péroration lyrique ponctuée par « Vive la France, vivent les États-Unis, notre allié, et Vive Chicago ». Silence. Stupéfaction. Je traduis le discours, et je conclus à très haute voix : « Vive San Francisco ».

Retour à l'hôtel Mark Hopkins, quintessence de palace américain, situé au sommet de la baie de San Francisco. La suite, « impériale »... au goût de l'hôtelier ; ce genre d'appartement le plus souvent démesuré, hideux et ruineux, est baptisé « présidentiel ou royal » ou du nom de la ville où est situé l'hôtel. La Californie avait réservé, pour le Général et Madame de Gaulle, la « suite impériale ». Six mètres sous plafonds, immenses vitres blindées, les murs de cette pièce et du bureau voisin couverts d'orchidées – les variétés colombiennes et mexicaines à petites fleurs – des milliers de corolles et pétales exquis, dont une pluie d'ampoules encastrées dans un faux plafond soulignaient l'éclat.

Madame de Gaulle : « C'est magnifique ! » Le capitaine de vaisseau Flohic, aide de camps du Général fait écho, toujours aimable, attentionné et délicat.

Le Général se tournant vers moi, sévère : « Vous m'avez corrigé ». Silence. Je cherche une pelle pour creuser un trou.

« Vous aviez raison. Pourquoi ai-je dit « Vive Chicago ? » Peut-être est-ce de votre faute ? Sourire du Général. Dans l'avion je vous ai convoqué dans ma cabine alors que nous survolions cette ville dont je conserve un souvenir pénible, vous m'avez fourni des raisons de penser que Chicago avait changé. Mais cela n'aurait pas dû suffire pour commettre cette erreur ; ils ont été ahuris, les habitants de San Francisco ! J'ai entendu leur silence. »

Dans sa détestation de Chicago, de Gaulle prononçait ce nom avec un accent français plus marqué que de coutume lorsqu'il citait un nom anglais ; c'est au demeurant parce qu'il était parfaitement conscient de l'intensité de son accent qu'il se refusait à s'exprimer en anglais, langue qu'il comprenait parfaitement et qu'il eût pu parler aussi bien que bon nombre de nos illustres compatriotes, moins sensibles que lui à la *diminutio capitis* du ridicule de leur charabia.

« Eh bien, demain, je dirai Nouvelle-Orléans en français. » Le commandant Flohic et moi saluâmes le Général et Madame de Gaulle. Dans le couloir qui menait à nos chambres, Flohic me dit : « Ne vous faites pas de soucis, il a été très gentil. Vous ne pouviez pas laisser passer cet incroyable lapsus... C'est sans importance, en réalité, mais toutes les actualités télévisées vont le diffuser alors que ses réflexions sur la politique dans l'Océan Pacifique, qui les reproduira ?

Et cependant, elles en valaient la peine : « Le Pacifique doit mériter son nom : plus de guerres en Asie, elles sont toujours atroces et meurtrières. Aussi faut-il éviter que le conflit Est-Ouest n'y installe ses rancœurs, ses passions, ses mauvaises habitudes ».

La presse locale du lendemain après-midi (les discours furent prononcés vers 22 h15), se livra surtout à une violente attaque contre la police de San Francisco, incapable de contenir une foule. Son chef, ami du maire Christopher, était la cible de ces critiques, pour des raisons évidentes – et habituelles dans une importante métropole – de politique intérieure. Deux entrefilets seulement sur Chicago-San Francisco... erreur traitée avec humour.

Au total, cette courte escale se déroulait convenablement. Comme de coutume un programme trop dense : il est impossible de satisfaire des hôtes empressés, amicaux, chaleureux, désireux d'abord de montrer à leur illustre visiteur tout ce qui fait honneur à leur ville et accessoirement plaisir au chef d'État étranger. Aussi lors des déplacements officiels auxquels j'ai participé à quelque titre que ce fut, ai-je constaté les résultats souvent heureux,

quelquefois désastreux du zèle des autorités locales... surtout lorsque le président étranger s'appelait de Gaulle, et que s'imposait pour lui la primauté du politique : singulièrement aux États-Unis, pour le Général, la nécessité d'estomper définitivement les relents d'incompréhension et les reflets des erreurs génératrices de malheurs pour notre pays. Ces souvenirs, ces images de 1940 à 1944, chez de Gaulle, tamisaient comme un filigrane, impressions, sentiments et jugements. D'où son désir d'être vu, reconnu, compris, enfin. Enfin, « recru d'épreuves », les foules le découvraient, lui, le vrai de Gaulle – encore fallait-il que les multitudes puissent le voir.

Ainsi à l'arrivée à San Francisco... le 27 avril à 15 heures au salon d'honneur de l'aéroport, de Gaulle :

« Où sont partis les photographes... Des présentations trop longues, ils ne savent pas un mot de français, ne me quittez pas d'une semelle ».

Une vaste limousine Lincoln glisse vers le tapis rouge. De Gaulle : « La voiture n'est pas décapotable... Pourquoi ? » J'interroge le Maire de San Francisco, George Christopher : « Il y aura une voiture décapotable à l'entrée de la ville. L'aéroport est très loin et il pleut ». Je traduis. De Gaulle : « Il tombe à peine quelques gouttes. Quand arrivera la voiture ouverte ? » – « Dans quinze minutes. »

– « A l'arrivée, vous me guiderez vers les photographes. »

La Lincoln présidentielle dévore l'autoroute. Au loin sur une colline une immense inscription, Welcome to San Francisco. Des lettres blanches défigurent le paysage vert clair. Le Général les lit à haute voix, il ajoute : « – ” Je ne peux pas lire de près, mais de loin je vois ».

Au maire : « Vos habitants s'intéressent-ils au Pacifique ? »

– « Oui. »

– « Se rendent-ils en Europe ? »

– « De plus en plus. »

– « Comment s'est passée la visite de Khrouchtchev ? C'est vous qui l'avez reçu à l'aéroport ? »

– « Oui, c'est moi. Mais il n'y a pas eu cette extraordinaire attente, cet enthousiasme. Vous allez en faire l'expérience, « ma » police aura du mal à contenir les foules. »

– « Mais Khrouchtchev ? »

– « C'était autre chose. Les gens se massaient, calmes, silencieux, ce qui n'est pas leur habitude ; ils sont chaleureux de nature. »

– « Et vous, Monsieur le Maire, que pesez-vous de Khrouchtchev ? »

– « Un homme puissant, dangereux. »

La Lincoln s'arrête. Une voiture décapotable la remplace. Rassuré, visiblement satisfait, le Général y prend place... Il ne fut pas déçu... Le Maire disait la vérité : « Ils » furent chaleureux, et de Gaulle, et nous... ravis.

Une nuée de journalistes devant l'hôtel. Des photographes, six caméras de télévision. Nous sommes en 1960. Relativement peu répandue en France, la télévision est déjà chez elle aux États-Unis, deux récepteurs pour trois foyers. Des chaînes puissantes, très connues aujourd'hui en France ABC, CBS, NBC, se disputent sans concession les parts de marché hautement rentables ; de grands ténors : Walter Cronkite, Chet Huntley, bénéficient déjà de l'onction divine que confèrent présence à l'écran, donc notoriété et pouvoir politique. Ces hommes avant de se montrer devant les caméras avaient peiné sur leur machine à écrire, avaient cherché à comprendre, à approfondir, à se cultiver particulièrement dans le domaine de la politique étrangère. Ils avaient étudié leur dossier : interrogations portant sur le fond du

problème, dédaignant le superficiel, le sensationnel, se consacrant à l'essentiel. Le Général répondit à deux questions :

- « La guerre d'Algérie aura-t-elle un effet sur la construction européenne ? »
- « À quelles causes récentes attribuez-vous le rétablissement des bonnes relations entre la France et les États-Unis ? »

Un journaliste lui demanda si les fortes pentes des rues de San Francisco l'avaient impressionné. Il m'avait téléphoné auparavant pour savoir si le Général répondrait. Je l'avais découragé : « Ce n'est pas au niveau du Général. – Vous ne comprenez rien à ce qui intéresse nos lecteurs ». De Gaulle non plus, car il resta silencieux.

Finalement, la police arrache de la mêlée de Gaulle et sa suite et les engouffre dans deux ascenseurs. Au 30^e étage, la porte s'ouvre. Le directeur de l'hôtel attend sur le seuil, il ouvre la porte de l'immense terrasse, donnant sur la baie, réservée au Général.

– « I hope you will like it, folks », l'équivalent français de : « J'espère que cela vous plaira M^{sieurs} Dames », ne fut pas traduit.

La vue toutefois eût mérité une constellation au Guide Michelin. Toute la baie, les ponts de San Francisco, dentelle élégante reliant des blocs multicolores, une légère brume – les Claude Monet de la Tamise – estompe les silhouettes géométriques des grattes ciels.

Un quart d'heure plus tard... Debout devant sa voiture découverte, à l'entrée de l'hôtel, le maire de San Francisco, George Christopher, attend le Général. Assis sur un strapontin avec le commandant Flohic, je traduis la conversation entre le Général et M. Christopher. De dernier tend le bras vers un grand bâtiment gris :

« C'est la principale synagogue de San Francisco ».

– « Y a-t-il beaucoup de juifs ici ? »

– « Oui, une forte communauté, mais moins qu'à New York. Ils occupent des fonctions importantes et leurs liens avec moi, avec la mairie, sont étroits. »

Devant l'Hôtel de Ville, une foule compacte, la pagaille. La police contient difficilement des manifestants enthousiastes. Heureusement, des militaires de plusieurs armes, terre, marine, garde-côtes, isolent la moitié de l'avenue bordant la mairie. De Gaulle les passe en revue, seul, car il avait chaussé ses lunettes. À droite des troupes, face à la porte d'entrée, des petites filles en robes blanches dirigées par une religieuse en habit gris et violet, chantent Ma Normandie.

– « Merci ma Soeur, je suis très touché. » Il l'était, en vérité, c'était visible. Les enfants chantaient en français... Il eût voulu s'arrêter quelques instants.

La Soeur balbutia : « Monsieur le président, c'est un grand honneur. Restez ».

– « Comme je le voudrais ma Soeur. »

Le 28 avril à 15 heures dans l'avion vers la Nouvelle-Orléans. Le Général m'invite un instant dans sa cabine :

– « Je ne devrais pas avoir besoin de vous. Nous sommes un peu en France ici. »

Flohic et moi nous nous regardons. L'appareil présidentiel s'arrête, la porte s'ouvre, le chef du protocole municipal se courbe pour pénétrer dans la carlingue, il déroule ses deux mètres : « Général de Gaulle, Welcome », puis avec un grand sourire : « Bienvenue ». Ce fut le seul mot français prononcé ce matin.

La Nouvelle-Orléans – Le 28 avril à 19 heures

Le Général serait-il fatigué ? Il descend de l'avion plus lentement que de coutume. Certes, il s'est privé de ses lunettes, caméras de télévision obligent, et il ne voit rien. À Hervé Alphand que je retrouve au pied du Boeing 707 et qui, comme moi, observait de Gaulle, j'exprime cette crainte. Il me répond : « Heureusement, cela se termine. Vous aussi vous aspirez au repos... alors lui avec le Sommet à préparer. Chaque soir, me dit-on, il rédige des notes. » Le Sommet : ce voyage aux États-Unis aura-t-il contribué à sa tenue et, s'il a lieu, à son succès ? Le triomphe – le mot paraît exagéré et pompeux, mais il traduit la réalité – du Général sera-t-il encore un atout dans trois semaines lors du Sommet ? Or, ce triomphe se prolonge, derrière des barrières de police, une foule considérable, une forêt de drapeaux, de panneaux : « Vive la France, vive de Gaulle ».

Je prends place dans la voiture découverte de Madame de Gaulle. L'accompagnent Madame Dillon, femme du secrétaire d'État aux Affaires économiques, ainsi que Madame Morrisson, mère du premier magistrat de la ville, choisie par le protocole parce qu'elle parle français. Je serai donc spectateur. Heureusement. Opulente, chargée de bijoux, Madame Morrisson entend marquer de sa conversation cette page d'histoire. Elle ne tarit pas. Courtoisie, gentillesse, patience, qualités auxquelles cent visites officielles avaient ajouté indulgence, expérience, art de sourire en guise de réponse... il fallut tout cela à Madame de Gaulle.

Par exemple : « En France, vous habitez où ? »

Madame de Gaulle, stupéfaite : « A Paris. »

– « Ah oui j'oubliais, aux Champs-Élysées n'est-ce pas ? »

– « Près des Champs-Élysées. »

Assise à ma droite, Madame Dillon donnait des signes de nervosité et souhaitait que j'intervienne. « Vous avez des enfants ? » Madame de Gaulle énumère brièvement les membres de sa famille. Mrs Morrisson aborde une description de la Nouvelle-Orléans vers laquelle nous avançons lentement, trop lentement. Moins protégée que la voiture du Général, « notre Cadillac » se heurte à des barrages d'admirateurs, nous n'apercevons plus le début du cortège. Madame de Gaulle me dit : « J'aimerais être plus proche du Général et le voir acclamer. Tous ces gens sont si gentils, mais je voudrais me rapprocher. » Le chauffeur n'y pouvait rien.

– Mrs Morrisson : « Nous allons passer devant notre grand magasin, The White House, cela veut dire la Maison Blanche. Ce n'est pas celle de Washington... Le Président n'habite pas ici ». Sourire forcé. « Nous aussi nous avons notre Maison Blanche, demain je vous la ferai visiter. »

Réponse dénuée d'enthousiasme, polie toutefois de Madame de Gaulle qui me demande : « Quel est le programme demain ? » Je ne lui mentis point en affirmant qu'il était déjà très dense. Étais-je certain qu'on pût lui éviter cette corvée ? Je me posais la question, me promettant d'en saisir le chef du protocole, Ludovic Chancel, dès notre arrivée à l'hôtel Roosevelt enfin en vue. Des centaines de personnes occupaient trottoirs et chaussée, hurlant : « Vive de Gaulle, vive la France », baume pour Madame de Gaulle, visiblement très émue. Le Général et Madame de Gaulle gagnent leur appartement, des milliers de fleurs, le jardin d'Éden... une décoration exquise. Ils y dînent seuls.

Le lendemain, déjeuner de 1 500 personnes à l'hôtel Roosevelt. Pagaille. Le Général arrive le premier dans la grande salle du rez-de-chaussée. Ses hôtes l'attendaient dans un salon de l'entresol, mais les policiers fédéraux qui entouraient et guidaient de Gaulle ne le savaient

pas. En raison de la foule contenue tant bien que mal, et souvent très mal, nombre d'invités parviennent à l'hôtel avec retard.

Couve de Murville et Alphanth qui partageaient la même voiture réussissent à se faufiler et se rapprochent du Général assiégé par un groupe d'anciens combattants de la Première Guerre. Stupéfaits, sidérés, ils entendent de Gaulle citer les régiments américains qui participèrent à la contre-attaque de 1918 dans la forêt de Villers-Cotterêts. Le colonel Steven Marsh me dira plus tard au cours d'un déjeuner : cet homme est inouï, il sait vraiment tout cela, il n'a pas pu préparer cette conversation... Entre temps, l'immense salle s'est remplie. Cent cinquante tables de 10 couverts, rangées en demi-cercles concentriques s'étagent dans l'amphithéâtre. Sur la scène, des pupitres et deux chaudrons en cuivre de 100 litres chacun au moins... Ni mes collègues ni moi ne comprenons rien à cet équipement saugrenu, ni au déroulement des événements.

Deux coups de cymbale font sursauter l'assistance, les gardes du corps du Département d'État, les plus proches du Général, brandissent des mitraillettes... Rien ne se passe ; je m'approche de la table du Général qui venait de s'asseoir à la droite du maire, de Lesseps-Morrisson et je trouve un tabouret branlant... Coups de cymbales... Un homme dévale les gradins, un foulard rouge et vert à la main. C'est le gouverneur de Louisiane, Long. Fou, absolument fou, interné pendant six mois, il avait quitté l'hôpital en janvier... guéri. Sur le parvis de l'église pendant l'exécution des hymnes nationaux, il secouait son foulard d'une main, pendant que de l'autre, il glissait entre ses lèvres un énorme cigare. « Guéri », il se dirige vers de Gaulle, le prend par le cou et l'épaule, lui secoue le bras et lui crie dans l'oreille Welcome.

De Gaulle se libère de son bras et me dit : « Mais il est assommant cet homme et collant, qu'on m'en débarrasse ». Le maire saisit Long par la taille et le tire vers la droite. Le gouverneur s'assied à quatre places de De Gaulle. Sur un geste, un garçon dépose au pied de la table un crachoir de faïence blanche... Jusqu'à son départ, bruyamment, avec délice, Long ne cessera de s'en servir.

Le maire décrit sa ville au Général : « La ville la plus libérale du Sud, celle où affluent tous les noirs ». Le Général l'interroge sur la ségrégation, sur l'effet qu'elle peut avoir sur les Africains. Lesseps explique que les noirs disposent aujourd'hui d'écoles, de parcs, de jardins ; les blancs ont les leurs, si bien que les noirs n'éprouvent plus le besoin « d'envahir » les quartiers blancs. M. de Lesseps utilise le mot anglais *invade*. De Gaulle qui cache mal son scepticisme : « Le pourraient-ils s'ils le voulaient ? – Oui, bien entendu, mais ils ne le désirent pas ».

Le Général, vers moi : « Vous savez ce que j'en pense ». Or, le maire, candidat au poste de gouverneur, venait d'être battu. Trop libéral au gré de la majorité, il n'avait pas trouvé grâce aux yeux des ségrégationnistes... Telle était la situation en Louisiane. Je la mentionnais au Général. « Je sais, me dit-il, de quoi alimenter les réactions de nos amis d'Afrique, et pour moi, demain, en Guyane. Il faut que chez nous, cela reste différent, car... » Le gouverneur Long, se raclant la gorge, se lève, jette un regard ravi sur ses voisins consternés, et crache... Il déploie un rouleau de papier large de près d'un mètre, couvert de lettres majuscules : « Mr President, Madame de Gaulle ». Il enrôle son document, secoue son foulard rouge et vert, se lève et disparaît.

Le gouverneur de l'État de Louisiane était guéri. Au maire, qui s'efforça dans le calme et avec une relative bonne humeur de faire oublier Long, le Général répondit avec chaleur ; il évoqua en les cherchant loin dans l'histoire, dans l'étymologie, dans la géographie, les souvenirs français qui « hantaient ces belles avenues ». Pour le gouverneur, il eut ces mots : « Je

remercie également le gouverneur Long qui malheureusement a quitté ce déjeuner trop tôt ». Je traduisis. Applaudissements, éclats de rire. À une assistance consternée par l'attitude de son plus haut représentant élu, à plus de mille cinq cents personnes blessées dans leur patriotisme local, le Général, exorciste, apportait la preuve que cette folie, ce ridicule pouvaient se dissoudre dans l'humour, l'indifférence... et la dignité. Comme sur un commandement, la salle se leva pour acclamer de Gaulle. Épisode sans importance, auquel nul, sauf les journalistes locaux, à des fins habituelles de politique clochemerle, ne fit plus allusion, mais qui démontra l'extraordinaire versatilité des talents du Général. Imaginons qu'on eût décrit ce cas de figure au politologue de base, voire à un bon connaisseur de la pensée gaullienne et qu'on lui eût demandé : À cette démente, à cet outrage à toutes les règles de l'hospitalité et de l'éducation, comment a réagi le Général ? La majorité des réponses n'eussent-elles pas été éloignées de la réalité ?

Or pendant que les orateurs se succédaient devant les microphones, se déroulait sur la grande scène au fond de la salle un spectacle invraisemblable. Quatre hommes déguisés en diables rouges, cornes, pieds fourchus, l'attirail du parfait diabolotin pour bal costumé d'une classe de troisième, quatre garçons armés d'énormes louches dotées d'un manche d'un mètre cinquante au moins, versaient dans les deux chaudrons de cuivre remplis de café, un mélange de rhum et d'alcool de fruits. Toutes les lumières de la salle furent éteintes. Panique chez les gardes du corps pris par surprise. Un cinquième homme s'approcha et, muni d'une torche, mis le feu au contenu des deux marmites, les garçons plongèrent les louches dans le liquide enflammé et le firent dégouliner le long des parois intérieures du chaudron « pour bien mélanger les ingrédients » m'expliquera-t-on plus tard. Sur les murs de la scène, les ombres des flammes décrivaient des danses féeriques.

Madame de Gaulle me dit : « Je n'avais jamais vu cela. Vraiment voilà ce qu'il nous faudrait faire à l'Élysée ». Malgré sa fatigue visible, elle trouvait, elle aussi, la force de pratiquer l'humour.

Néanmoins, c'est avec soulagement qu'elle quittera cette salle pour se rendre à l'aéroport. Sur tout le parcours, des foules, des drapeaux, des fleurs.

Dans le salon d'honneur, des microphones attendaient le Général. « On ne m'avait pas averti... ! » De toute évidence, le bruit des moteurs d'avion couvrirait ses propos... L'improvisation, bien entendu, ne lui posa pas problème. Il fut très bref, il avait hâte de regagner la France.

Escale en Louisiane. Rude épreuve, épuisante même, truffée de corvées insignifiantes, superflues ? Peut-être. Cependant, de Gaulle avait conquis la Nouvelle-Orléans, il y avait ressuscité le souvenir d'une présence et d'une puissance française que nul autre n'eût rappelé aussi bien – précision de sa mémoire, connaissance de l'histoire – ni avec autant de ferveur. C'est à lui que Gide eut pu s'adresser : « Nathanael, enseigne-moi la ferveur ».

Washington quelques heures plus tard, la terrasse de l'Ambassade. Une femme ravissante illustre avec bonheur l'expression américaine, a million dollars smile. Nicole Alphan, épouse de l'ambassadeur, a convié à dîner les voyageurs qui n'ont pas accompagné en Guyane le Général et madame de Gaulle. Parmi eux, évidemment, Couve de Murville : le ministre des Affaires étrangères ne pouvait accompagner officiellement le chef d'État dans un territoire français. Il paraissait heureux. D'un homme moins réservé, moins avare de signes extérieurs, au visage moins immobilisé par des décennies d'impassibilité chèrement apprise, j'aurais écrit « radieux ». Pour Couve un maximum. Il s'approche d'Hervé Alphan : « Je félicite Ton

Excellence. C'est un succès. Et vous aussi Nicole, je vous dis ma satisfaction. Cette visite aurait pu moins bien se terminer ».

En experts chevronnés que nous étions tous du vocabulaire de Couve, ces paroles prononcées sur un ton enjoué, presque chaleureux, constituaient des superlatifs.

Claude Lebel, ministre conseiller de l'Ambassade, élégant, rapide, manières exquises, saisit une bouteille de Dom Pérignon et remplissant les flûtes : « Levons nos verres à la santé de l'Ambassadeur et à celle de Nicole. Elles ont été éprouvées ».

Le smoking, ce soir, remplaçait avantageusement l'habit décorations des dîners précédents. Dans la moiteur des nuits washingtoniennes, l'agrément d'un vêtement plus léger atténuait la chaleur, 33°, mais tous, du ministre à moi, nous nous sentions rafraîchis d'avoir participé intensément à cette ambiance de victoire. Ainsi, nous avons assisté à la naissance d'images pour livres d'histoire – dont certaines étaient Histoire. Soixante-quinze figurants, la délégation française, un acteur incroyablement doué certes, sur lequel tout reposait : la France, donc lui, verbe et symbole, le souvenir qu'en conserveraient les milliers d'inconnus écrasés derrière les barrières de police, les millions rivés à leur écran, les dizaines de personnalités, des entretiens, du Président des États unis aux parlementaires locaux.

Alors que de Gaulle retrouvait à Cayenne la France qu'il souffrait d'avoir abandonné, même pour savourer un triomphe, qu'il entendait à nouveau autour de lui la langue française, qu'il eût voulu discerner au moins à la Nouvelle-Orléans, qu'il ne vivait plus à l'étranger, mot qu'il ne pouvait s'empêcher de prononcer sur un ton péjoratif, je m'interrogeais sur le fond des choses. Sans doute, n'était-ce pas le moment, atmosphère de dîner détendue, foie gras des Landes, Sauternes 47, les « grands » de la table n'allaient-ils pas noyer dans des anecdotes toute évocation sérieuse des journées précédentes ?

Ce ne fut pas le cas. D'un fragment d'oreille, j'écoutais des commentaires pertinents, mais je songeais surtout à cet homme extraordinaire qui, à 70 ans, supportait un rythme de déplacements, un cortège d'épreuves, une kyrielle d'engagements épuisants, à la limite pour des quadragénaires comme moi, et encore avais-je entendu maintes fois, de la part des membres de l'entourage dévoués et compétents : « Faut-il vraiment que ce soit pour lui... Je suis lessivé... » Pour « lui », pour la France, chacun se surpassait. Le patriotisme, merveilleuse vitamine de tous ceux qui veulent vraiment servir l'État, enseigne aux plus jeunes que le sacrifice est satisfaction.

S'agissant du Général, ces sacrifices dont les longues années aiguisaient les effets maléfiques, comment les enduraient-ils ? Et par sacrifices, j'entends beaucoup plus que la fatigue physique. Les rites absurdes ou simplement inutiles, les discours interminables des hôtes et la corvée de réponses obligatoires sans originalité, les allocutions forcément répétitives (« Vous savez déjà ce que je vais dire »), comme il en était conscient ! Les paroles de circonstances, les serremments de main lors des réceptions des colonies françaises : « Je vous reconnais, je vous ai vu à Alger, à Londres », les conversations avec des interlocuteurs, dont il réussissait quand même à tirer parfois quelques miettes – pour la France.

Est-ce bien utile ? Sans plagier le célèbre « Est-ce bien utile ? » de Couve de Murville, formule qui le caractérisait, que ses collaborateurs attendaient, première réaction à une suggestion. Désireux de cultiver cette image de sceptique extrêmement intelligent, Couve s'en servait, parfois avec un sourire complice qui en atténuait la portée. Est-ce bien utile ? Sont-ils bien utiles les déplacements officiels ? La France de 1960 pouvait-elle épargner à cet homme qui avait déjà tant donné les rigueurs et les enfantillages dont aucun voyage d'État ne peut faire l'économie ? Posée ainsi, cette question appelle le oui. Sans aucun doute notre pays n'aurait-il pas subi un préjudice si de Gaulle n'avait pas quitté l'Élysée. Mais ce n'est pas ainsi que fonctionne un État, ce n'est pas ainsi que doit agir une diplomatie efficace. Faisons

abstraction des facteurs proprement gaulliens et considérons la situation diplomatique fin avril 1960.

En politique étrangère, les relations Est-Ouest constituaient évidemment la préoccupation essentielle du Général, et singulièrement la tenue à Paris en mai 1960 d'une conférence au sommet entre la France, les États-Unis, la Grande-Bretagne et l'URSS, susceptible d'apporter des débuts de solution au problème de Berlin. Il s'était rendu aux États-Unis à l'invitation du général Eisenhower avec l'espoir de mesurer l'impact de la présence de Khrouchtchev au cours de son périple américain de septembre 1959, et de s'assurer de la détermination du Président américain dans la crise de Berlin. Et quelle crise... Le 27 novembre 1958 en effet, Moscou avait unilatéralement aboli le statut quadripartite de Berlin et proposait de faire de l'ancienne capitale allemande une ville soi-disant libre sous contrôle de l'ONU. Menace que les alliés ne pouvaient tolérer. Retour aux pires excès de l'URSS qui faisait entonner en même temps par toutes ses trompettes et notamment celles embouchées par des partis communistes « nationaux » à sa dévotion, des hymnes au « désarmement et à l'amitié entre pays animés d'un véritable esprit de paix ».

Le 4 avril 1960, le général de Gaulle s'était efforcé de convaincre le leader soviétique, en visite officielle en France, qu'une détente était possible. Pour de Gaulle elle serait même proche si l'URSS cessait de parler et d'agir comme si elle allait s'emparer de Berlin. Voici comment le Général rend compte de sa conversation avec Khrouchtchev : « M'enveloppant de glace, je fais comprendre à Khrouchtchev que la menace qu'il agite ne m'impressionne pas beaucoup... » Les trois puissances ne laisseront pas bafouer leurs troupes « si cela mène à la guerre ce sera bien de votre faute... Si vous ne voulez pas la guerre, n'en prenez pas le chemin ». Mais Moscou ne passera pas aux actes. Après ses entretiens de Camp David avec le président Eisenhower, le 23 septembre 1959, Khrouchtchev consentit à renoncer officiellement aux exigences formulées onze mois plus tôt au sujet de Berlin. Mais ailleurs, il restait menaçant.

De ce sommet, de Gaulle espérait seulement qu'il marquerait « l'amorce d'un début de détente ». Certain qu'il était de la faillite du communisme à long terme, il souhaitait d'abord freiner les ambitions historiques classiques d'une Russie conquérante. Au Sommet de Paris, pensait-il, il réussirait peut-être à ramener Khrouchtchev dans le rang des dirigeants soucieux d'éviter un cataclysme mondial. Le drame de l'U2 anéantit cette espérance. Un malheureux avion-espion américain à l'utilité plus que contestable, une fusée soviétique qui touche sa cible, un pilote qui se confesse, et le Sommet se termina comme l'U2 : par un crash. Mais les conseils de De Gaulle à Khrouchtchev n'avaient pas été perdus : « Du côté soviétique, après avoir remué ciel et terre pour intimider les autres, on adopte au cours des mois suivants une attitude de modération ».

Washington : Dîner offert par le vice-président Richard Nixon le 23 avril

Dans la voiture qui conduisait de Gaulle à l'hôtel Mayflower, il m'interroge : « Quel est l'âge du vice-président ? »

– « 43 ans. »

– « Ah, il est si jeune. Peut-être est-ce la raison du choix d'Eisenhower, il va quitter le pouvoir, il faut prévoir. »

Tact et sourires, les deux chefs du protocole établissent rapidement les premiers contacts entre le Général et madame de Gaulle et le ménage Nixon, leurs collaborateurs, les ministres

américains. Couve de Murville s'isole avec son collègue Christian Hunter. Le Général demande à Chancel s'il ne peut hâter le cours des choses : « Qu'on se mette à table ». Protocole américain : De Gaulle assis à la droite de Nixon, à sa droite madame Nixon, madame de Gaulle à la gauche du Président américain. Je suis assis sur un tabouret entre Nixon et de Gaulle.

À son arrivée au Sheraton, de Gaulle avait déjà conversé avec madame Nixon comme avec le vice-président. Le Général s'efforçait d'infléchir les propos qu'il entamait par des paroles de circonstance vers des sujets plus sérieux.

Mais l'essentiel de son temps, au cours du dîner, fut consacré à M. Nixon. À peine assis, sans perdre un instant, il se tourne vers lui :

« Il faut que l'Amérique fasse une nouvelle révolution, qu'elle relance de grands principes, qu'elle conduise le monde à de nouveaux buts ».

– « Vous avez raison ; nous devons imposer une volonté. »

– « Plus que cela : créer de nouvelles raisons de vivre pour l'humanité. »

– « Oui, sinon les Russes s'en empareront. Nous ne pouvons pas leur céder. »

– « Que pensez-vous de Khrouchtchev ? »

– « Un homme fort, ironique, difficile. Je me suis disputé avec lui. »

– « Je sais. »

– « Je crois que nous pouvons faire preuve de souplesse dans la méthode et les préambules, mais ne rien céder d'essentiel. »

– « Surtout pas sous la pression. Ne pas admettre leur domination et nous leur rendrons service. Car nous les aiderons à survivre. Le communisme passera, c'est l'accident. La Russie restera. Ils ne vivent déjà plus comme il y a quinze ans. Les fils des fonctionnaires, des ministres, etc. ne seront pas ouvriers. Il faut les aider à ouvrir leurs frontières. »

– « Vous croyez qu'ils changeront. »

– « C'est inévitable ; une opinion se créera, des besoins matériels se feront sentir. »

– « Et puis, il y a la Chine. »

– « D'ici une dizaine d'années, personne ne sait où ils seront ; pour le moment, la Chine a besoin de l'URSS. »

– « Je suis, comme le sont les États-Unis d'Amérique, heureux de vous avoir entendu parler des peuples sous-développés. »

– « Il faut agir vite, leur donner des preuves concrètes de notre sollicitude. »

– « Avec les autres États européens. »

– « Oui, même avec les Russes, et d'une manière désintéressée. »

– « J'en parlais à M. Ehrardt, la semaine passée. Je crois qu'il est d'accord. »

– « Oui, mais il veut vendre ses produits aux bénéficiaires de l'aide. Ce que nous voulons, c'est de l'aide pure. »

– « Oui, il le faut. Nous ne pouvons pas laisser le monde tomber dans le désespoir. »

– « Nous poursuivrons le Marché commun, et nous aurons le bien-être nécessaire à la générosité de l'Occident. Mais il faut que vous preniez sur vous de prononcer à nouveau les termes d'une nouvelle Déclaration des Droits ou d'un document du même genre. »

– « Pour éviter que Khrouchtchev ne le fasse. »

– « Oui, peut-être, mais en soi c'est essentiel. Le monde attend cela de vous. »

– « Khrouchtchev n'est impressionné que par la force. Quand je lui ai répondu, en Russie, il s'est tu. »

– « Je m'en souviens. Que se passe-t-il en Amérique latine, les communistes sont-ils très actifs ? »

– « Très. Ils s’infiltrèrent dans tous les pays : étudiants, professeurs, universités... Nous en avons été les victimes, madame Nixon et moi, à Caracas. J’ai vraiment eu peur pour elle.

Notre voiture était encerclée, écrasée à coups de marteau, de pierres ; la police incapable, débordée ; le président du Conseil, à côté de moi, pleurait. J’ai du forcer le chauffeur à se rendre à l’ambassade des États-Unis ; il prétendait ne plus savoir où elle était... Et nous étions bloqués dans une rue, sous une mer de crachats, couverts de crachats... Le magnifique manteau rouge de madame Nixon était souillé... Mais, vous aussi, Monsieur le Président, vous avez connu des jours sombres... »

– « Mais moi, on ne m’a jamais craché à la figure ! »

Quelques heures plus tard... Dans le calme de ma chambre, rasséréiné par les propos indulgents du Ministre, je relis mes notes, et sur la ligne intérieure de Blair House, je téléphone à Couve de Murville et lui mentionne le ton fervent du Général lorsqu’il prononça ces mots : « Copiez ce texte et donnez-le-moi demain matin. »

Le lendemain, Couve de Murville : « C’est important, encore faut-il que ses interlocuteurs mesurent la portée des paroles du Général et puissent trouver les circonstances favorables pour les mettre à exécution ». Mais la très grande idée que de Gaulle voulait faire naître et à laquelle il espérait que les États-Unis serviraient de base de lancement, Nixon l’avait comprise, mesurée et, si j’ose dire, intégrée.

Malheureusement pour lui et pour la pensée gaullienne, il ne fut élu que huit ans plus tard. Cependant, les trente années qui s’écoulèrent depuis cette visite ne suffirent pas à faire oublier au président Nixon ces paroles d’espoir du Général. Une nouvelle révolution en Amérique.

De Gaulle y avait fait allusion brièvement dès son arrivée à Washington, quelques mots prononcés à l’aéroport et que j’avais traduits à Eisenhower : « Une nouvelle ère peut s’ouvrir, fondée sur la paix, sur d’audacieuses ambitions, sur votre imagination... » Mais je crois qu’il réservait à un homme plus jeune le développement de cette pensée. Estimant que le vice-président disposait de sérieuses chances d’accéder en novembre au pouvoir suprême, de Gaulle souhaitait attirer l’attention de Nixon dont il avait exactement jaugé les qualités intellectuelles sur la nécessité d’offrir au monde une ère nouvelle.

Cette préoccupation dominait même son impatience, sa curiosité concernant les propos, l’attitude de Khrouchtchev pendant son séjour américain. Dans l’esprit du Général, Khrouchtchev, image fugitive, disparaîtrait et le communisme avec lui. Resterait la nécessité de construire une société différente, fondée sur une « autre révolution ». Nixon ne s’y était pas trompé : ni sur la possibilité qu’envisageait le Général de le voir succéder à Eisenhower, ni sur le rôle que lui impartissait de Gaulle : celui de créer une nouvelle Amérique.

Lorsqu’en juin 1990, à la demande de l’Institut Charles de Gaulle, je me rendis à Woodcliff Lake interviewer le Président Nixon, il cita les propos tenus par le Général au cours de son voyage :

« Lorsque nous nous sommes rencontrés en avril 1960, il savait que les élections américaines approchaient, bien entendu il ne prit pas parti pour Kennedy ou pour moi-même, mais il me dit alors la chose suivante : « Il me paraît très important que vous fassiez campagne pour une nouvelle Amérique... Pour vous ce n’est pas facile, car vous faites partie de l’administration Eisenhower, le Président Eisenhower a fait un très bon travail en tant que président. Vous devez donc défendre sa politique, mais en même temps, j’ai le sentiment qu’actuellement les Américains désirent de nouvelles orientations politiques. »

Je ne fus pas en mesure de répondre à cette attente, et Kennedy, qui, lui, n'avait pas d'inhibitions à cet égard, gagna d'extrême justesse cette élection. En évoquant ces propos, je voudrai indiquer que de Gaulle, bien qu'étant Français et plus Français que toute autre personne que je vis jamais, comprenait mieux la politique américaine que de nombreux hommes politiques américains ».

À maintes reprises tout au long de ce périple, le Général voulut ainsi peser sur le destin de la planète. Avec quel levier ? Pour réservé et nuancé que fût son jugement sur l'attitude des États-Unis, incompréhension dramatique et hostilité de Roosevelt à son encontre, méfiance de Truman, il ne mesurait pas moins précisément le poids colossal, unique du côté des nations libres, de l'Amérique. Maîtresse du monde de 1945 à 1949, consciente de son monopole nucléaire, elle eut pu réduire à sa merci l'autre géant, allié par nécessité en 1941, devenu concurrent sourcilieux puis ennemi déclaré. Mais Washington ne céda point à la divine tentation de la domination de la planète. Des États-Unis affluèrent les secours, le matériel, les biens – le plan Marshall, sans lequel la victoire se fût célébrée pendant des lustres parmi les villes écrasées, les usines en ruines et les champs stérilisés par le manque de tracteurs et d'engrais.

Mais de l'Amérique on pouvait selon de Gaulle espérer beaucoup plus : jeunesse, dynamisme, inventivité, enthousiasme et foi. Aux États-Unis qui les possédaient et souvent dans la joie, manquaient l'étincelle, le détonateur, le verbe. Un Jefferson doublé d'un Lincoln et le miracle américain se répéterait et le monde infléchirait ses forces vers de nouveaux horizons.

– « De Gaulle, me dit Nixon, était également un géant en termes de leadership politique, en termes de gouvernement ».

Qui ressuscita l'initiative du Général ? Quel concept révolutionnaire fondé sur la paix et le respect des valeurs humaines, verra le jour pour apporter à un univers délivré pour l'instant de la terreur nucléaire et de l'ombre de la tyrannie communiste, la panacée miracle qui la libérerait de son carcan d'horreurs, de sauvagerie et des appétits médiévaux de satrapes attardés.

Ces efforts du Général restèrent secrets et sans lendemain. Aujourd'hui philosophes de talent, politologues inspirés parfois hommes d'État véritables (beaucoup peuvent à juste titre revendiquer ce titre, lorsqu'un ou deux ans les séparent encore des échéances électorales) s'interrogent sur l'avenir des démocraties, recherchent des formules et la plupart du temps, face à une mer de difficultés et de scepticisme, s'essouffent et renoncent. Le Général avait tracé une voie. L'Algérie, l'âge, la lassitude de ses compatriotes l'empêchèrent peut-être d'apporter ou de suggérer pour la quatrième fois de son existence la solution à tant de maux.

National Presse Club – Washington / 23 avril à 11 heures

Déjeuner-conférence de presse. Le Quai avait renâclé poliment : « Si le Général insiste, s'il y tient vraiment – Ces journalistes sont mal élevés, les Américains surtout, ils posent des questions saugrenues ». Le Général « insistait » ou plutôt ce fut lui qui interrogea l'équipe chargée de la préparation du voyage : « Ma conférence de presse à Washington, au début ou à la fin de mon séjour dans la capitale ? »

Nous partons pour le National Press Club à cinq minutes de Blair House. Dans la voiture, de Gaulle me dit : « Vous traduirez lentement, je serai souvent très nuancé. Naturellement, je répondrai volontiers aux questions sur l'Algérie ».

Sur les trottoirs bordant l'immeuble du National Press Club, un océan de drapeaux et de banderoles. Un bulldozer évacue de la chaussée des blocs de ciment goudronné que fracassent deux marteaux pneumatiques. Ahurissant : l'arrivée du cortège n'interrompt pas les travaux.

Le vacarme effrayant couvre les hurras des enfants serrés contre les murs du Press Club. Des policiers suggèrent d'entrer pas la porte de service. Devançant le souhait du général, le chef du protocole s'y oppose. De Gaulle : « Dites-leur que je vais serrer les mains ». Le commandant Flohic le guide. Hurlements joyeux des enfants. Puis nous pénétrons dans l'immeuble.

Bien entendu, les salons du club étaient à la limite de leurs possibilités d'accueil. Le président du National Press Club explique les règles du jeu : les questions lui sont adressées par écrit, il les trie pour éviter les répétitions et les lit. Le Général me souffle : « Inutile de traduire les questions ». La première : « S'agissant des menaces soviétiques sur Berlin, qu'a-t-il dit à Eisenhower ? – Que la France est l'alliée et l'amie des États-Unis, qu'après avoir gagné la guerre, il faut construire l'Europe et maintenir la paix. Que pour y parvenir États unis et France devaient témoigner de la même fermeté. Pas question de revenir sur le statut de Berlin ».

De Gaulle saisit toutes les occasions pour évoquer la visite de Khrouchtchev. A deux reprises, il interrompt ma traduction. J'avais oublié par exemple : « Khrouchtchev, cette forte personnalité et l'URSS n'a rien à craindre de l'Allemagne ».

À Washington les journalistes sont blindés, blasés, sûrs d'eux-mêmes. Vétérans du métier, beaucoup reçoivent dans la capitale américaine leur bâton de maréchal. Ils croyaient avoir tout vu, tout entendu, tout critiqué. Cependant, à la fin du repas, visiblement sidérés, ils applaudirent debout le Général comme jamais ils ne l'avaient fait. La connaissance des dossiers, la précision – « J'avais dit au général Eisenhower le matin du 12 décembre 1944 que l'évacuation de Strasbourg serait un désastre. Il avait rapidement accepté ce point de vue. L'Histoire a montré que nous avions raison ». Nous ? Eisenhower et lui, ou lui seul ? Les mémoires d'Eisenhower répondent honnêtement à cette interrogation. Lui seul. – La hauteur de vue surtout, l'art d'appréhender l'essentiel ; tous attendaient une performance étonnante, mais face à cet homme qui leur offrait par sa taille, par son ton, une caricature agréable de lui-même, les journalistes réagirent fascinés, ravis, comme s'ils venaient de passer 90 minutes à contempler une statue de la politique ou une incarnation du patriotisme éclairé par une immense connaissance et une égale pratique du monde et de ses dirigeants.

À la sortie du National Press Building, la foule, plus compacte encore qu'à l'arrivée du Général. La 1st rue est bloquée par la police, des masses d'hommes et de femmes s'écrasent contre les barrières jaunes et noires. De Gaulle au commandant Flohic : « Conduisez-moi vers eux ». Sans lunettes, de Gaulle s'appuie sur le bras de Flohic. Il traverse la 14^e rue malgré les protestations des policiers : « Calmez-les Béliard ». Pendant 5 minutes, très longues pour les gardes du corps et pour moi, de Gaulle serre des mains.

Retour à Blair House. L'un des salons réservés au Général, tapisseries, mobilier anglais : le Général a chaussé ses lunettes et regarde une table bureau en acajou foncé. « Elle date de la période coloniale, dit Alphand, c'est un meuble de grande valeur... – Eh oui, leur révolution a moins détruit que la nôtre. »

Se tournant vers moi : « Pourquoi les journalistes ne m'ont-ils pas posé de questions sur l'Algérie ? »

– « Il y en avait deux, le président du Club les a éliminées. »

– « C'est très regrettable, j'aurais voulu en parler. Je le ferai à New York dès mon arrivée, mais c'est ici que le sujet s'imposait. » Silence. « Et pourquoi ces questions ridicules à la fin : « Accepteriez-vous d'échanger la Tour Eiffel contre le Washington Monument ? », « Si vous étiez américain, seriez-vous démocrate ou républicain ? » De Gaulle évidemment n'a pas répondu.

- « C'est la tradition mon Général, lui dis-je, plusieurs journalistes revendiquent toujours au National Press Club le privilège de poser la dernière question, elle doit détendre l'atmosphère et terminer la conférence sur un mode enjoué. »
- « Eh bien avec l'Algérie, j'aurais pu les distraire ! »